



IDRC • CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 juin 2022



Canada 

Faire progresser l'égalité des genres au moyen de la recherche

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des recherches de grande qualité dans les pays en développement, fait part de ses connaissances aux chercheurs et aux décideurs afin d'en accroître l'adoption et l'utilisation, et mobilise ses alliances mondiales pour bâtir un monde plus durable et plus inclusif.

En tant que partenaire des efforts du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le CRDI appuie et finance la recherche et l'innovation au sein et aux côtés des régions en développement afin de favoriser le changement mondial. Nous investissons dans la recherche afin de recueillir des données, de guider les décisions et de créer des possibilités qui favorisent un monde inclusif et durable.

À moins d'indication contraire, toutes les sommes mentionnées dans ce rapport financier trimestriel sont en dollars canadiens.

Table des matières

Engagement du CRDI envers la transparence et la reddition de comptes 5

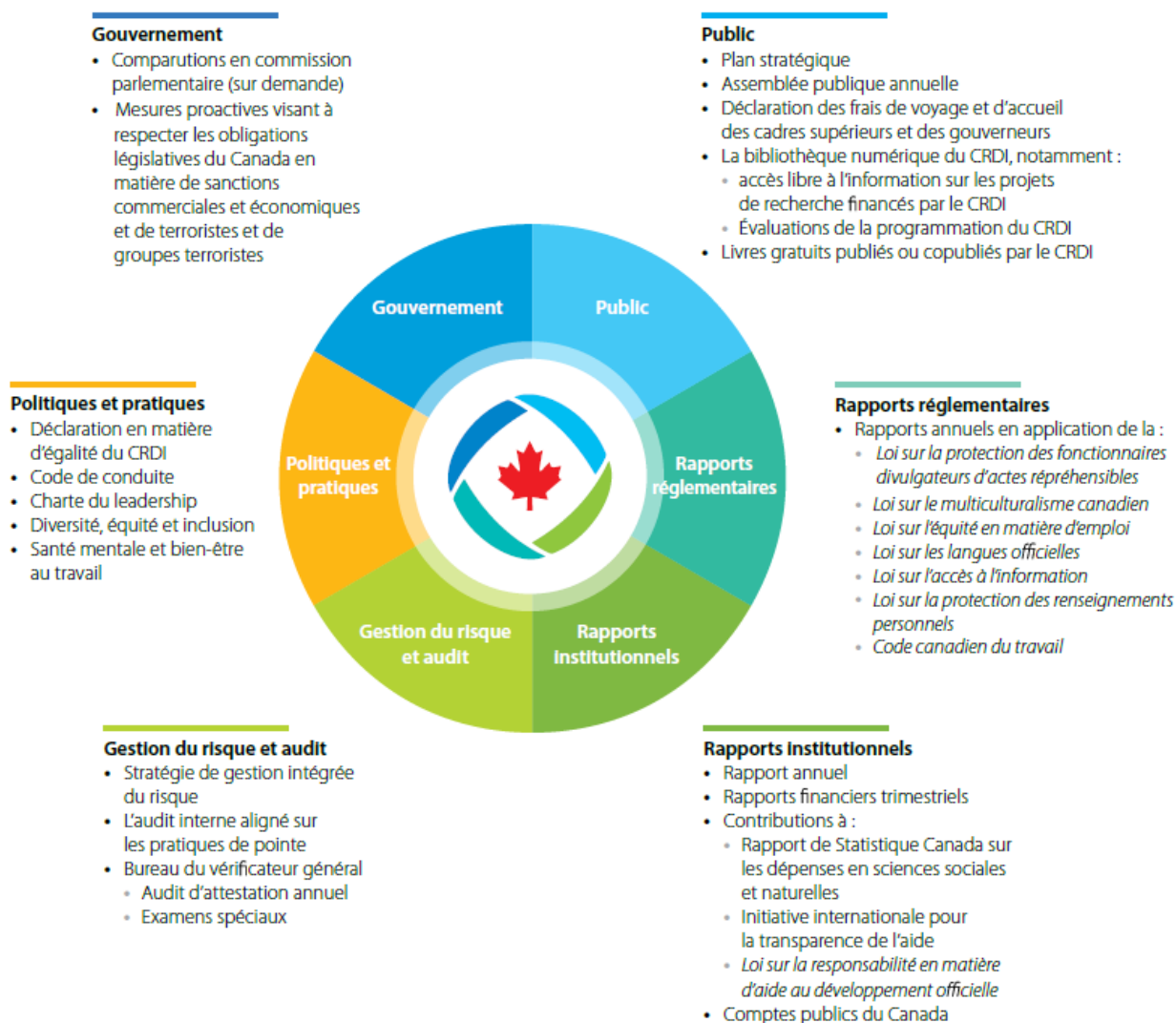
Analyse de la direction	6
Mise à jour des risques	7
Indicateurs de performance	7
Faits saillants financiers	8
Autres indicateurs financiers d'importance	14
Rendement réel par rapport au budget	14
États financiers intermédiaires résumés, non audités	17
Déclaration de responsabilité de la direction	17
État intermédiaire résumé de la situation	19
État intermédiaire résumé du résultat global	20
État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	21
État intermédiaire résumé des flux de trésorerie	22
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés	23
Nous joindre	31

Engagement du CRDI envers la transparence et la reddition de comptes

Le CRDI doit rendre compte au Parlement et à tous les Canadiens de son utilisation des ressources publiques.

Le CRDI est un organisme qui s'emploie à la transparence en fournissant des renseignements sur son site Web. En tant qu'organisation de recherche, le CRDI maintient la transparence avec ses chercheurs et la population en rendant publics les résultats de ses projets, études, articles et autres documents.

Voici quelques-unes des mesures qui aident le Centre à respecter les normes de reddition de comptes et de transparence du gouvernement du Canada.



Analyse de la direction

Le Parlement du Canada a créé en 1970 le Centre de recherches pour le développement International (CRDI) dans le but de promouvoir et de faciliter la recherche sur les défis auxquels font face les régions du monde à revenu faible ou intermédiaire. Le travail du CRDI est axé sur l'autonomisation et la mise en pratique des connaissances scientifiques, techniques et autres pour aider les pays en développement.

Depuis sa création, le CRDI a déterminé et relevé des défis cruciaux en matière de développement, et s'est efforcé d'aider les chercheuses et chercheurs des régions en développement à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leurs communautés et leurs pays. Depuis ses cinq bureaux internationaux dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et son siège à Ottawa, le CRDI a aidé à combler le fossé numérique, à mettre en œuvre le programme du Sommet de la Terre du Canada, à résoudre les crises alimentaires mondiales, à assurer la transition démocratique dans les économies émergentes et à mettre fin à une épidémie dévastatrice d'Ebola.

La Stratégie 2030, l'ambitieux programme décennal du CRDI, confirme la vision du Centre pour un monde plus durable et inclusif. Il engage le Centre dans les missions suivantes : le CRDI sera un chef de file de la recherche pour le développement en investissant dans la recherche et l'innovation de grande qualité, en diffusant ses connaissances et en tissant des alliances pour la durabilité, la prospérité et l'inclusivité accrues des sociétés.

Dans la partie « Analyse de la direction » du présent document, vous trouverez les résultats financiers du Centre et l'évolution de sa situation au cours du premier trimestre de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 2022. Le présent rapport a été préparé conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34) et à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables. Les états financiers intermédiaires résumés que vous trouverez dans le présent rapport n'ont pas été vérifiés.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande que ce rapport soit lu conjointement avec *l'Analyse de la direction et les états financiers 2021-2022*. L'information et les divulgations contenues dans *l'Analyse de la direction et les états financiers 2021-2022* continuent de s'appliquer, sauf indication contraire.

La direction est responsable de la préparation du présent rapport, qui a été approuvé le 22 août 2022 par le Comité des finances et de l'audit du Conseil des gouverneurs.

Mise à jour des risques

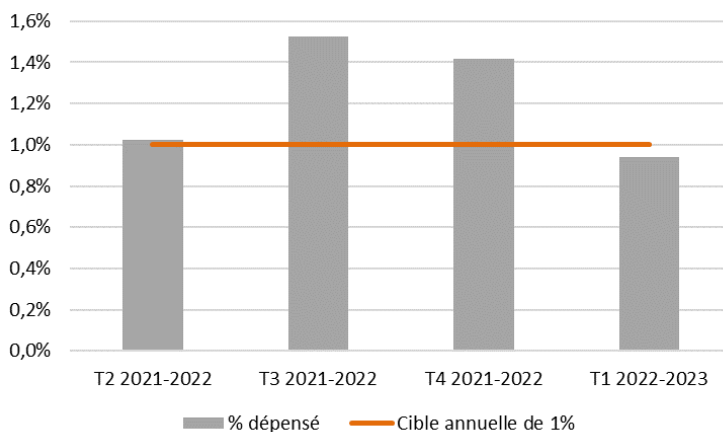
Au CRDI, la gestion du risque fait l'objet d'une approche continue, proactive et systématique. Intégrée dans tous les domaines d'activité du Centre, la gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires et le personnel du Centre, sous la supervision du Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du CRDI sont conçus pour cerner les risques pouvant avoir une incidence sur la réalisation des objectifs du Centre et pour les gérer en fonction d'un cadre convenu en matière de tolérance au risque. Enfin, la gestion du risque est appliquée de manière stratégique et appropriée afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

La section relative aux risques qui figure dans *l'Analyse de la direction et les états financiers 2021-2022* décrit les principaux risques opérationnels et stratégiques du CRDI qui continuent à s'appliquer.

Indicateurs de performance

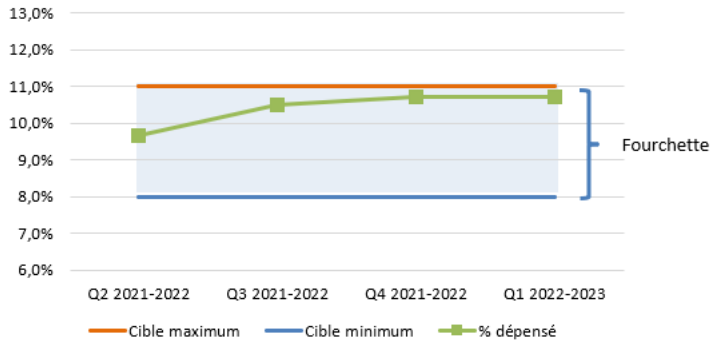
Grâce à sa stratégie de gestion des talents, le CRDI est en mesure d'attirer, de perfectionner, de mobiliser et de maintenir en poste les personnes talentueuses dont il a besoin pour atteindre ses objectifs stratégiques. Le Centre a investi 0,8 % de sa masse salariale dans le perfectionnement professionnel du personnel au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2022, ce qui est inférieur à son objectif de 1,0 %. La direction est convaincue que, grâce à une planification proactive et au retour progressif à la formation en personne, elle atteindra son objectif de 1,0 % pour l'exercice.

FIGURE 1: APPRENTISSAGE ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL



La figure 2 présente les charges afférentes aux services généraux et administratifs par rapport aux charges totales. Le pourcentage des charges afférentes aux services généraux et administratifs au 30 juin 2022 est stable à 10,7 % et se situe dans la fourchette cible souhaitée entre 8 % et 11 %.

FIGURE 2: RATIO DES COÛTS DES SERVICES GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS



Faits saillants financiers

Charges

Le total des charges d'un exercice à l'autre pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit 4,9 %. Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

TABLEAU 1: CHARGES

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
	Réalizations	Réalizations		
Programmation en recherche pour le développement				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	21 310	18 599	2 711	14,6 %
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	18 954	19 304	(350)	(1,8%)
Renforcement des capacités de recherche	9 181	9 270	(89)	(1,0%)
	49 445	47 173	2 272	4,8 %
Services généraux et administratifs	5 935	5 611	324	5,8 %
Total des charges	55 380	52 784	2 596	4,9 %

Les charges pour la **programmation de la recherche en développement** ont augmenté de 4,8 % pour le trimestre se terminant le 30 juin 2022 pour atteindre 49,4 millions de dollars (47,2 millions de dollars en juin 2021). Les charges liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire ont augmenté de 2,7 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2022 par rapport à la même période de l'année précédente (21,3 millions de dollars en juin 2022 par rapport à 18,6 millions de dollars en juin 2021). Cette hausse est principalement liée aux paiements effectués sur les projets qui ont été approuvés dans la dernière partie de 2021-2022.

Les charges relatives à la recherche financée par les contributions des bailleurs de fonds ont diminué de 0,4 million de dollars (passant de 19,3 millions de dollars à 19,0 millions de dollars) pour le trimestre se terminant le 30 juin 2022.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2022 sont stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges totales pour **services généraux et administratifs** pour le trimestre s'étant terminé le 30 juin 2022 sont supérieures de 0,3 million de dollars par rapport à la même période de l'exercice précédent.

TABLEAU 2: CHARGES PAR CATÉGORIE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations		
Projets de recherche	40 264	37 903	2 361	6,2 %
Salaires et avantages	11 092	10 760	332	3,1 %
Locaux	859	843	16	1,9 %
Services professionnels	846	679	167	24,6 %
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	753	766	(13)	(1,7%)
Services des logiciels	414	345	69	20,0 %
Amortissement	242	357	(115)	(32,2%)
Assurances	208	173	35	20,2 %
Mobilier de bureau, matériel et entretien	105	258	(153)	(59,3%)
Intérêts sur les obligations locatives	68	91	(23)	(25,3%)
Autres	529	609	(80)	(13,1%)
Total des charges	55 380	52 784	2 596	4,9 %

Comme indiqué ci-dessus, le total des charges d'un exercice à l'autre pour le trimestre terminé le 30 juin 2022 a augmenté de 2,6 millions de dollars, soit 4,9 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les catégories de dépenses ayant connu les plus fortes augmentations sont les projets de recherche, les salaires et avantages et les services professionnels, comme le montre le tableau 2. Voir le tableau 1 et le commentaire correspondant pour obtenir des informations sur les écarts des projets de recherche.

Les salaires et les avantages ont augmenté de 0,3 million de dollars (3,1 %) en raison de la hausse des salaires et du nombre de réinstallations du personnel.

Les services professionnels ont progressé de 0,2 million de dollars (24,6 %) en raison d'une augmentation des services de consultation en technologie de l'information pour divers projets à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie en matière de données et d'information.

Produits

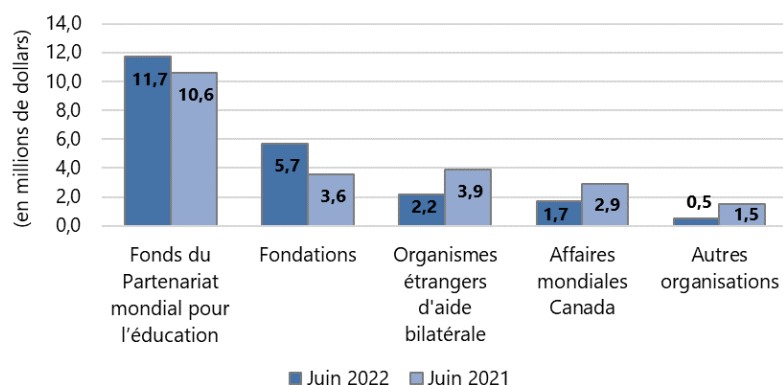
Le financement du Centre provient surtout d'un crédit parlementaire et de contributions de bailleurs de fonds reçues en vertu d'accords de cofinancement. Le crédit parlementaire représente la source de produits la plus importante.

TABLEAU 3: PRODUITS

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	2022	2021	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations		
Crédit parlementaire	23 330	29 000	(5 670)	(19,6%)
Contributions de bailleurs de fonds	21 768	22 479	(711)	(3,2%)
Placements et autres produits	371	217	154	71,2 %
Total des produits	45 469	51 696	(6 227)	(12,0%)

Au cours du trimestre se terminant le 30 juin 2022, le total du **crédit parlementaire** comptabilisé a diminué de 5,7 millions de dollars, soit 19,6 % (pour atteindre 23,3 millions de dollars, contre 29,0 millions de dollars en juin 2021). Cela s'explique par le fait que le Centre a utilisé moins de son crédit parlementaire par rapport à la même période de l'année dernière (voir le tableau 3). Cela est dû aux variations des besoins de financement, qui sont principalement déterminés par les charges des projets de recherche.

Durant le trimestre de cet exercice se terminant le 30 juin 2022, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont diminué de 0,7 million de dollars, soit 3,2 % (pour atteindre 21,8 millions de dollars, contre 22,5 millions de dollars en juin 2021). Les contributions provenant de bailleurs de fonds sont toujours reçues à l'avance et comptabilisées comme produits quand les charges de projet afférentes sont engagées. Il faut s'attendre à des variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre, car les charges de projet (et, par conséquent, les produits) ne sont pas réparties également sur toute la durée de chaque accord de contribution conclu avec un bailleur de fonds. Veuillez consulter la partie portant sur les charges (tableau 1) et les commentaires correspondants pour obtenir de plus amples renseignements sur les variations entre les projets de recherche. Les produits provenant des contributions de bailleurs de fonds sont présentés par type de bailleurs de fonds à la figure 3.

FIGURE 3: PRODUITS PROVENANT DE CONTRIBUTIONS DE BAILLEURS DE FONDS**Situation financière**

La situation financière du Centre est résumée dans le tableau 4. En date du 30 juin 2022, l'essentiel de l'actif était composé de trésoreries et de placements provenant du cycle de financement reçu pour les programmes financés par les bailleurs de fonds. Le passif comprend une grande partie de produits reportés, qui correspondent aux fonds reçus des bailleurs de fonds, mais non encore comptabilisés comme produits.

TABLEAU 4: SOMMAIRE DES ACTIFS

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Jun 2022	Mars 2022		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 100	65 075	(17 974)	(27,6%)
Placements	35 098	35 120	(22)	(0,1%)
Créances et frais payés d'avance	16 661	14 533	2 128	14,6 %
Actifs au titre de droit d'utilisation	2 996	3 749	(753)	(20,1%)
Immobilisations corporelles et incorporelles	2 332	1 692	640	37,8 %
	104 187	120 169	(15 982)	(13,3%)

Au 30 juin 2022, les **actifs** totaux avaient diminué de 13,3 % (passant de 120,2 millions de dollars à 104,2 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2022. Le Centre a investi les liquidités excédentaires qui ne sont pas nécessaires à court terme afin d'obtenir des revenus d'intérêts supplémentaires par rapport à ceux qui peuvent être générés sur des comptes bancaires. La plupart des placements sont constitués d'obligations et de quelques certificats de placement garanti (voir la note 2 des états financiers). Les créances et les frais payés d'avance sont plus élevés en raison de l'augmentation des créances provenant des bailleurs de fonds externes. Les soldes de trésorerie ont diminué principalement en raison de l'excédent des charges sur les produits totaux du Centre au premier trimestre, et d'une réduction des produits reportés pour les projets et programmes financés par les contributions des bailleurs de fonds.

TABLEAU 5: SOMMAIRE DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Jun 2022	Mars 2022		
Produits reportés	58 693	65 697	(7 004)	(10,7%)
Créditeurs et charges à payer	20 136	18 477	1 659	9,0 %
Obligations locatives	3 402	4 160	(757)	(18,2%)
Avantages du personnel	1 110	1 079	31	2,9 %
	83 341	89 413	(6 071)	(6,8%)

Le total des **passifs** a diminué de 6,8 % (passant de 89,4 à 83,3 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2022. Cette baisse s'explique surtout par la diminution du passif au titre des produits reportés pour les projets et programmes financés par les contributions des bailleurs de fonds. Cette réduction est en partie compensée par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer. Le montant des avantages du personnel indiqué dans le tableau 5 représente la partie non courante; la partie courante est incluse dans les charges à payer.

Les capitaux propres du Centre se répartissent en quatre catégories : non affectés, affectés, nets investis en immobilisations, et réservés. Le montant des capitaux propres dans chacune de ces catégories est établi conformément au règlement administratif du Centre relatif aux capitaux propres. Voir le tableau 6 pour les soldes de capitaux propres au 30 juin 2022 par rapport au 31 mars 2022.

TABLEAU 6: CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Réalizations	
	Jun 2022	Mars 2022
Non affectés	2 921	12 590
Affectés	1 285	1 285
Nets investis en immobilisations	2 332	1 692
Réservés	14 307	15 189
Total de l'avoir	20 845	30 756

Les capitaux propres **affectés** sont stables à 1,3 million de dollars et représentent les fonds destinés à la bourse John G. Bene (1,2 million de dollars) et les fonds reçus pour les Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia du Canada, qui sont utilisés pour appuyer financièrement de jeunes chercheuses et chercheurs en début de carrière, en particulier des femmes, originaires du Canada, d'Inde et des Philippines, , au moyen de bourses de recherche, de bourses d'études ou de stages (0,1 million de dollars).

Les capitaux propres **réservés** sont destinés à être utilisés pour absorber les fluctuations dans le décaissement des engagements des programmes de recherche en cours, qui dépendent de la performance des bénéficiaires, et pour financer l'achat futur de biens immobiliers, d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que les investissements ou initiatives à venir. La réserve de 14,3 millions de dollars (voir le tableau 6) comprend 7,9 millions de dollars mis de côté pour les

améliorations locatives futures des locaux du siège social du Centre. Un montant de 5,9 millions de dollars est réservé pour absorber les fluctuations dans les décaissements à l'égard des engagements en cours pour les projets de recherche. Le solde des capitaux propres réservés est destiné à financer des initiatives technologiques.

Le solde de 2,9 millions de dollars en capitaux propres **non affectés** (se reporter au tableau 6) correspond au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde reflète tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les charges et les produits.

Les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 2,3 millions de dollars, excluent les capitaux propres qui représentent les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Le solde des capitaux propres nets investis en immobilisations a augmenté en juin 2022, car les acquisitions d'immobilisations ont dépassé l'amortissement et la dépréciation, en raison principalement des dépenses pour les améliorations locatives des nouveaux locaux loués par le Centre. Cette catégorie de capitaux correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. Les capitaux propres nets investis en immobilisations sont ventilés par type d'immobilisation dans le tableau 7.

TABLEAU 7: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers de dollars)	Solde au 1 avril 2022	Changements net	Solde au 30 juin 2022
Améliorations locatives	1 306	690	1 996
Matériel informatique	271	(33)	238
Logiciels	39	(12)	27
Mobilier, matériel de bureau et véhicules	73	(4)	69
Systèmes de communication	3	(2)	1
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	1 692	640	2 332

Flux de trésoreries

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2022, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie de 15,9 millions de dollars (voir le tableau 8). Cette baisse des liquidités reflète la réduction de l'argent reçu notamment du crédit parlementaire et des contributions de bailleurs de fonds. Pour obtenir de plus amples renseignements sur chaque catégorie (rentrées et sorties), veuillez consulter l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie du présent rapport.

Une réduction de 1,3 million de dollars due aux flux de trésorerie utilisés dans les **activités d'investissement** a été enregistrée pour le trimestre se terminant le 30 juin 2022 et elle est liée à l'acquisition de biens et d'équipements au cours de ce trimestre.

L'essentiel des liquidités et investissements dont le Centre disposait au 30 juin 2022 provient des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la note 6 des états financiers).

TABLEAU 8: SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Réalizations		Variation en \$	Variation en %
	Jun 2022	Mars 2022		
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	(15 926)	26 299	(42 225)	160,6 %
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(1 292)	(35 488)	34 196	96,4 %
Sorties de fonds liées aux activités de financement	(757)	(2 998)	2 241	74,7 %
Diminution de la trésorerie	(17 975)	(12 187)	(5 788)	(47,5%)
Trésorerie au début de la période	65 075	77 262	(12 187)	(15,8%)
Trésorerie à la fin de la période	47 100	65 075	(17 975)	(27,6%)

Autres indicateurs financiers d'importance

Depuis le 1^{er} avril 2022, 23,5 millions de dollars de nouveaux accords de cofinancement ont été signés en vue de la réalisation de l'objectif annuel de 153,2 millions de dollars. La direction négocie activement des accords de cofinancement supplémentaires qui devraient être signés avant la fin de l'exercice, notamment un accord d'une valeur estimée à 103,2 millions de dollars pour le programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX) 2.0. Par conséquent, le CRDI est en voie d'atteindre ou de dépasser son objectif annuel pour l'exercice 2022-2023.

Rendement réel par rapport au budget

Aucun autre changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication de *l'Analyse de la direction et des états financiers 2021-2022* sur le site Internet du Centre.

Dans la *Stratégie 2030*, le Centre s'est engagé à s'adapter aux besoins. La direction continue d'organiser et de mener des activités qui favorisent l'atteinte des objectifs de la *Stratégie 2030*, tout en garantissant une utilisation efficace des ressources financières afin qu'elles aient des retombées et qu'elles créent de la valeur ajoutée.

Le Centre continue de se concentrer sur la santé, la sûreté et la sécurité de son personnel, et continue de travailler à distance. Des plans de reprise du travail dans tous les bureaux ont été mis en œuvre, conformément aux directives des responsables de la santé et du gouvernement.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2022-2023 avant le début de l'exercice. Les activités du Centre sont assujetties aux fluctuations saisonnières et peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Le tableau 9 présente un aperçu des produits et des charges par rapport au budget pour la période se terminant le 30 juin 2022.

TABLEAU 9: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2022				2022-2023
	Réalisations	Budget	Écart	Écart en %	Budget
Éléments de l'état du résultat global					
Charges					
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	21 310	23 325	(2 016)	(8,6%)	107 612
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	18 954	24 915	(5 960)	(23,9%)	72 639
Renforcement des capacités de recherche	9 181	11 552	(2 371)	(20,5%)	45 845
Services généraux et administratifs	5 935	6 867	(932)	(13,6%)	25 289
	55 380	66 659	(11 279)	(16,9%)	251 385
Produits					
Crédit parlementaire	23 330	29 698	(6 368)	(21,4%)	153 701
Contributions des bailleurs de fonds	21 768	29 103	(7 335)	(25,2%)	86 592
Autres produits	371	59	312	528,0%	353
	45 469	58 860	(13 391)	(22,7%)	240 646
Résultats d'exploitation nets	(9 911)	(7 799)	(2 112)	27,1%	(10 739)

Charges réelles par rapport au budget – mise à jour

Les **charges liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire** ont été inférieures de 2,0 millions de dollars à celles prévues au budget au 30 juin 2022. Cette baisse s'explique par des paiements plus faibles que prévu pour les projets, attribués au calendrier des paiements initiaux sur les nouveaux projets, qui interviendront plus tard que prévu.

La recherche **subventionnée par les contributions des bailleurs de fonds** a été inférieure de 6,0 millions de dollars au budget prévu pour la même période en raison de la sous-utilisation de plusieurs grands programmes, notamment l'Initiative des conseils subventionnaires de la recherche scientifique en Afrique subsaharienne et le programme Partage de connaissances et d'innovations. Les paiements pour les projets de recherche sont basés sur l'avancement des activités de recherche du bénéficiaire et sur la soumission de produits livrables satisfaisants. Le fait que des paiements n'aient pas été effectués conformément au calendrier prévu, en particulier dans le cas de programmes pluriannuels importants et complexes, reflète l'imprévisibilité inhérente liée à la conduite d'activités de recherche.

La direction continue à évaluer régulièrement, à surveiller et à atténuer, dans la mesure du possible, les effets de la pandémie sur les bénéficiaires de subventions et l'incidence qui en résulte sur les dépenses de recherche. Certains projets peuvent nécessiter une prolongation de leur durée en raison de retards dans la recherche, reflétant l'évolution de l'environnement dans lequel les bénéficiaires de subventions opèrent.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont baissé de 2,4 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires depuis le début de l'exercice. Cela s'explique par la diminution des charges liées aux salaires et aux avantages, principalement en raison des postes vacants, par le nombre de voyages qui a été moins élevé que prévu au moment de la budgétisation, par

l'échelonnement des achats de mobilier et d'équipement pour le nouveau siège social, ainsi que par le calendrier d'autres activités en cours.

L'écart budgétaire de 0,9 million de dollars pour les **charges afférentes aux services généraux et administratifs** est dû à l'échelonnement des achats de mobilier et d'équipement pour les nouveaux locaux du siège social.

Produits réels par rapport au budget

Les **produits provenant du crédit parlementaire** ont été inférieurs de 6,4 millions de dollars à ceux prévus au budget depuis le début de l'exercice. Le Centre compte prélever des fonds du crédit parlementaire en tenant compte des charges prévues.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieurs de 7,3 millions de dollars aux prévisions. Veuillez consulter la section Charges réelles par rapport au budget – mise à jour ci-dessus pour obtenir plus de renseignements sur les variations entre les projets.

TABLEAU 10: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AU BUDGET PAR CATÉGORIE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	Réalisations	Budget	Écart	Écart en %
Projets de recherche	40 264	48 240	7 976	19,8 %
Salaires et avantages	11 092	11 876	784	7,1 %
Locaux	859	1 001	142	16,6 %
Services professionnels	846	819	(27)	(3,2%)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	753	753	0	0,0 %
Services des logiciels	414	473	59	14,4 %
Amortissement	242	444	202	83,4 %
Assurances	208	45	(163)	(78,6%)
Mobilier de bureau, matériel et entretien	105	1 626	1 521	1448,9 %
Intérêts sur les obligations locatives	68	68	0	0,7 %
Autres	529	1 313	783	148,0 %
Total des charges	55 380	66 659	11 278	20,4 %

Comme le montre le tableau 10, les charges totales pour les trois mois se terminant le 30 juin 2022 ont été de 11,3 millions de dollars inférieures au budget pour la même période. Les principales raisons de cet écart sont la sous-utilisation des fonds alloués aux projets de recherche, aux salaires et avantages, au mobilier de bureau, au matériel et à l'entretien, et à la catégorie « autres ». Veuillez consulter la section ci-dessus pour obtenir les explications relatives aux projets de recherche, aux salaires et avantages, ainsi qu'au mobilier de bureau, au matériel et à l'entretien. La sous-utilisation la plus importante dans la catégorie « autres » concerne les voyages et s'explique par le calendrier des voyages qui, dans certains cas, continuent d'être affectés par la pandémie.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers intermédiaires résumés, conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, et aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'inexactitudes importantes. De plus, la direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

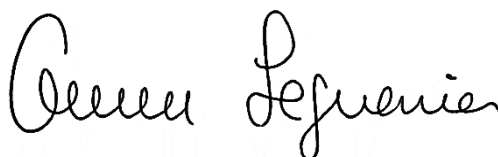
Au nom de la direction,

Le président du Centre

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, PhD

La vice-présidente, Ressources,
et chef de la direction financière

Handwritten signature of Geneviève Leguerrier in black ink.

Geneviève Leguerrier, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 22 août 2022

État intermédiaire résumé de la situation

(En milliers de dollars canadiens)

au

	<i>(non audité)</i>	<i>(audité)</i>
	30 juin 2022	31 mars 2022
Actifs		
Courants		
Trésorerie	42 098	40 075
Équivalents de trésorerie (note 2)	5 002	25 000
Placements (note 2)	8 000	4 999
Créances et charges payées d'avance (note 3)	16 661	14 533
	<u>71 761</u>	<u>84 607</u>
Non courants		
Placements (note 2)	27 098	30 121
Immobilisations corporelles	2 305	1 653
Immobilisations incorporelles	27	39
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	2 996	3 749
	<u>2 996</u>	<u>3 749</u>
	<u>104 187</u>	<u>120 169</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	20 136	18 477
Obligations locatives (note 5)	1 161	1 864
Produits reportés (note 6)	50 578	60 374
	<u>71 875</u>	<u>80 715</u>
Non courants		
Produits reportés (note 6)	8 115	5 323
Avantages du personnel	1 110	1 079
Obligations locatives (note 5)	2 242	2 296
	<u>83 342</u>	<u>89 413</u>
Capitaux propres		
Non affectés	2 921	12 590
Affectés	1 285	1 285
Nets investis en immobilisations	2 332	1 692
Réservés	14 307	15 189
	<u>20 845</u>	<u>30 756</u>
	<u>104 187</u>	<u>120 169</u>
Engagements (note 7)		
Éventualités (note 8)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2022</u>	<u>30 juin 2021</u>
Charges		
Programmation en recherche pour le développement (note 9)		
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	21 310	18 599
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	18 954	19 304
Renforcement des capacités de recherche	9 181	9 270
	<u>49 445</u>	<u>47 173</u>
Services généraux et administratifs (note 9)	5 935	5 611
	<u>55 380</u>	<u>52 784</u>
Produits		
Contributions de bailleurs de fonds (note 10)	21 768	22 479
Placements et autres produits	371	217
	<u>22 139</u>	<u>22 696</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(33 241)	(30 088)
Crédit parlementaire (note 11)	23 330	29 000
	<u>(9 911)</u>	<u>(1 088)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2022</u>	<u>30 juin 2021</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	12 590	—
Résultats d'exploitation nets	(9 911)	(1 088)
Virements nets vers ou provenant d'autres catégories de capitaux propres	242	(934)
Solde à la fin de la période	<u>2 921</u>	<u>(2 022)</u>
Capitaux propres affectés		
Au début de la période	1 285	1 291
Augmentation nette	—	—
Solde à la fin de la période	<u>1 285</u>	<u>1 291</u>
Capitaux propres nets investis en immobilisations		
Au début de la période	1 692	2 333
Augmentation (Diminution) nette	640	(357)
Solde à la fin de la période	<u>2 332</u>	<u>1 976</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	15 189	12 653
Virements nets vers ou provenant d'autres catégories de capitaux propres	(882)	1 291
Solde à la fin de la période	<u>14 307</u>	<u>13 944</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>20 845</u>	<u>15 189</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audités – en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2022</u>	<u>30 juin 2021</u>
Activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	<u>(9 911)</u>	<u>(1 088)</u>
Ajustements pour déterminer le flux de trésorerie affecté aux activités d'exploitation ou provenant de celles-ci		
Amortissement des immobilisations incorporelles et corporelles	242	357
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	753	766
Amortissement des primes d'investissement	22	23
Avantages du personnel	31	26
	<u>1 048</u>	<u>1 172</u>
Variation des éléments d'exploitation hors trésorerie		
Créances et charges payées d'avance	1 723	(7 783)
Créditeurs et charges à payer	2 069	4 608
Produits reportés	(10 855)	(14 176)
	<u>(7 063)</u>	<u>(17 351)</u>
Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation	<u>(15 926)</u>	<u>(17 267)</u>
Activités d'investissement		
Achat de placements	—	(29 866)
Placements arrivés à échéance	—	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 292)	—
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	<u>(1 292)</u>	<u>(29 866)</u>
Activités de financement		
Paiement des obligations locatives	(757)	(746)
Sorties de fonds liées aux activités de financement	<u>(757)</u>	<u>(746)</u>
Diminution de la trésorerie	<u>(17 975)</u>	<u>(47 879)</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>65 075</u>	<u>77 262</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>47 100</u>	<u>29 383</u>

Renseignements supplémentaires (note 12)

Chiffres correspondants (note 13)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(Non audités - en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2022

1. Mode de présentation des états financiers

A. Renseignements généraux

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions et n'est pas un agent de Sa Majesté. Il a été créé en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada au moyen de la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international.

Les activités du CRDI sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148, et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

B. Mode de présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, ainsi qu'aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs légaux du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis en fonction du coût historique, sauf pour les investissements qui sont évalués au coût amorti et pour certains autres instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens (c.-à-d. la monnaie de fonctionnement du Centre). De plus, toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars près (000 \$), sauf indication contraire.

C. Principales conventions comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

D. Jugements et estimations d'importance

Les principaux jugements et estimations d'importance utilisés dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

E. Fiscalité

Le Centre est exonéré d'impôt, en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

F. Pandémie de la COVID-19

Les incidences sur le Centre sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2022. Au cours des trois premiers mois de l'exercice, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les impacts indiqués dans les états financiers annuels.

G. Application de nouvelles normes comptables

I. Nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont entrées en vigueur en 2022

Au cours des trois premiers mois de l'exercice, aucune nouvelle norme, modification ou interprétation ayant eu une incidence sur les présents états financiers n'a été publiée par l'IASB ou le Comité d'interprétation des normes IFRS.

II. Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Les modifications de la norme comptable internationale IAS 1 *Présentation des états financiers* exigent la divulgation des règles et méthodes de comptabilité matérielles plutôt que des règles et méthodes comptables significatives. La norme comprend maintenant des directives sur la manière de déterminer les principales règles et méthodes comptables importantes, en précisant que des règles et méthodes comptables sont importantes si, lorsqu'elles sont combinées à d'autres renseignements contenus dans les états financiers, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions des principaux utilisateurs des états financiers. L'énoncé de pratique de l'*IFRS Practice Statement 2 Making Materiality Judgements* a été modifié pour inclure des directives sur la façon d'appliquer l'importance relative aux renseignements sur les méthodes comptables. Les modifications doivent être appliquées de manière prospective. La direction évalue actuellement les répercussions de l'adoption de cette modification sur les états financiers du Centre.

Il n'y a pas d'autres normes comptables futures ou amendements publiés par l'IASB qui devraient avoir des répercussions importantes sur les états financiers du Centre.

2. Placements et équivalents de trésorerie

Renseignements complémentaires

Les portefeuilles de placement du Centre sont constitués d'instruments financiers de banques canadiennes fédérales, provinciales, municipales, de sociétés et de banques de l'annexe I et II. Les obligations ont des taux d'intérêt effectifs qui varient de 0,53 % à 3,20 % (taux d'intérêt nominal variant de 1,40 % à 7,35 %), les certificats de placement garanti (CPG) ont des taux d'intérêt fixes qui varient de 0,50 % à 1,40 %, et les bons du Trésor ont des rendements qui varient de 0,70 % à 1,94 %. Les dates d'échéance des obligations varient de février 2024 à mars 2031, celles des CPG varient d'avril 2023 à avril 2026 et celles des bons du Trésor varient de juillet 2022 à septembre 2022. Il est prévu que tous les placements soient détenus jusqu'à leur échéance.

La valeur comptable nette, évaluée au coût amorti, et la juste valeur de ces investissements sont présentées dans les tableaux suivants. Les justes valeurs des investissements peuvent être déterminées par (a) des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); (b) des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix) (niveau 2); ou (c) des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Les justes valeurs des placements du Centre ne sont pas cotées sur un marché actif, mais sont plutôt déterminées à partir des prix cotés sur un marché de gré à gré décentralisé, ce qui est considéré comme le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Valeur comptable nette au coût amorti 30 juin 2022	Juste valeur 30 juin 2022
Obligations		
Fédérales	3 001	2 602
Provinciales de sociétés	10 236	9 259
Municipales	3 959	3 544
	902	835
Total des obligations	18 098	16 240
Certificats de placement garantis	12 000	12 020
Bons du Trésor – moins de 90 jours (équivalents de trésorerie)	5 002	5 002
Bons du Trésor – plus de 90 jours	5 000	5 008
	40 100	38 270

Taux d'intérêt effectifs et conditions d'échéance

	Taux d'intérêt effectif	D'ici un an	Après un an, mais pas plus de cinq ans	Dans plus de cinq ans	Total
Obligations :					
Fédérales	1,85 %	—	—	3 001	3 001
Provinciales	0,53 % à 2,06 %	—	2 591	7 644	10 235
de sociétés	1,84 % à 3,20 %	—	996	2 964	3 960
Municipales	2,31 %	—	—	902	902
Total des obligations		—	3 587	14 512	18 098
Certificats de placement garantis	0,50 % à 1,40 %	—	12 000	—	12 000
Bons du Trésor – moins de 90 jours (équivalents de trésorerie)	1,94 %	5 002	—	—	5 002
Bons du Trésor – plus de 90 jours	0,70 %	5 000	—	—	5 000
		10 002	15 587	14 512	40 100

3. Créances et charges payées d'avance

	30 juin 2022	31 mars 2022
Créances		
Crédit parlementaire	5 500	6 640
Contributions de bailleurs de fonds	8 886	5 035
Autre	903)	1 637
	15 289	13 312
Charges payées d'avance	1 372	1 221
Total des créances et des charges payées d'avance	16 661	14 533

4. Actifs au titre du droit d'utilisation

	30 juin 2022	31 mars 2022
Coût		
Contrats de location au début de l'exercice	13 168	13 168
Acquisitions	—	—
	13 168	13 168
Amortissement cumulé		
Au début de l'exercice	(9 419)	(6 377)
Amortissement	(753)	(3 042)
	(10 172)	(9 419)
Valeur comptable nette à la fin de la période	2 996	3 749

Au cours des trois premiers mois de l'exercice, le Centre a dépensé une somme de 22 dollars pour des contrats de location touchant des actifs de faible valeur à l'égard desquels l'exemption de comptabilisation a été appliquée. Les paiements de location liés à ces contrats sont comptabilisés en tant que charges relatives au mobilier de bureau, à l'équipement et à l'entretien dans l'état du résultat global (se reporter à la note 10).

Le Centre dispose également d'un bail d'un an pour les locaux du Centre en Jordanie, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2021 et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale du bail est de 40 dollars, et le Centre a dépensé 27 dollars en frais liés à ce bail à court terme.

Le Centre dispose également d'un bail de 11 mois pour les locaux en Inde, qui a pris effet le 1^{er} avril 2022, et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 280 dollars, et le Centre a dépensé 59 dollars en frais liés à ce bail à court terme.

Le bail à Ottawa entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2022, ce qui coïncide avec la fin du bail actuel à Ottawa. Les sorties de fonds futures dans le cadre de ce bail de 15 ans s'élèvent à 24,6 millions de dollars au total. Le droit d'utilisation et les responsabilités correspondantes liées au bail seront établis au début du bail. Les charges d'exploitation estimées qui sont liées à ce bail sont comprises dans les engagements (voir la note 7).

5. Obligations locatives

	<u>30 juin 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Au début de l'exercice	4 160	7 158
Acquisitions	—	—
Frais d'intérêts	68	330
Paievements de location	(825)	(3 328)
	<u>3 403</u>	<u>4 160</u>

Obligations locatives incluses dans l'état de la situation financière

Courantes	1 161	1 864
Non courantes (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 121	1 090
Non courantes (dans plus de cinq ans)	1 121	1 206
	<u>3 403</u>	<u>4 160</u>

Analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés

	<u>30 juin 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	1 395	2 111
Non courants (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 818	1 813
Non courants (dans plus de cinq ans)	1 334	1 449
	<u>4 547</u>	<u>5 373</u>

6. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la partie non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds, ainsi que la partie non dépensée de certains crédits parlementaires reçus pour des projets et des programmes précis.

a. Contributions de bailleurs de fonds au financement de la programmation en recherche pour le développement

	<u>30 juin 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	44 068	53 734
Non courants	8 115	5 323
	<u>52 183</u>	<u>59 057</u>

Sur le total des contributions différées des bailleurs de fonds, Affaires mondiales Canada représente 10 831 dollars (31 mars 2022 : 9 040 dollars), dont 7 331 dollars (31 mars 2022 : 7 040 dollars) ont été reçus et 3 500 dollars (31 mars 2022 : 2 000 dollars) sont à recevoir au 30 juin 2022.

b. Crédit parlementaire – projets et programmes précis

	<u>30 juin 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	6 510	6 640

c. Total des produits reportés

	<u>30 juin 2022</u>	<u>31 mars 2022</u>
Courants	50 578	60 374
Non courants	8 115	5 323
	<u>58 693</u>	<u>65 697</u>

7. Engagements

Projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 227 millions de dollars (237,8 millions de dollars au 31 mars 2022) au cours des six prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 156,9 millions de dollars (159,1 millions de dollars au 31 mars 2022) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 70,1 millions de dollars (78,7 millions de dollars au 31 mars 2022) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	30 juin 2022	31 mars 2022
D'ici un an	104 142	119 182
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	122 747	117 978
Dans plus de cinq ans	138	606
Total des paiements à effectuer	227 027	237 766

Autre

Le Centre est tenu de respecter divers accords relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2037. Les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants :

	30 juin 2022	31 mars 2022
D'ici un an	15 561	13 058
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	10 493	10 021
Dans plus de cinq ans	17 424	17 783
Total des paiements à effectuer	43 478	40 862

Après la signature d'un nouveau bail pour les locaux à Ottawa (voir la note 4), les engagements comprennent des coûts de fonctionnement estimés à 25,2 millions de dollars jusqu'en 2037.

8. Éventualités

De temps à autre, le Centre peut être visé par des procédures judiciaires, des réclamations et des litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

Au 30 juin 2022, il y avait une réclamation en cours totalisant 1,1 million de dollars, dont les provisions ont été enregistrées au passif (31 mars 2022 : 1,1 million de dollars).

9. Tableau des charges

	30 juin 2022	30 juin 2021
Programmation en recherche pour le développement		
Contributions destinées aux institutions et aux particuliers	39 296	36 724
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 073	5 742
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés ^a	1 244	1 515
Services professionnels	1 065	1 239
Locaux	544	498
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	504	521
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	172	270
Charges liées aux projets cofinancés ^a	147	238
Intérêts sur les obligations locatives	46	62
Déplacements	29	27
Autre	325	335
	49 445	47 173

Services généraux et administratifs

Salaires et avantages	3 775	3 503
Services professionnels	730	573
Dépenses en logiciels	381	340
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	249	245
Locaux	199	193
Mobilier de bureau, matériel et entretien	83	234
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	70	87
Intérêts sur les obligations locatives	22	28
Déplacements	3	2
Autre	423	406
	5 935	5 611
Total des charges	55 380	52 784

^a Il s'agit des coûts directement liés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges à ce titre s'élèvent à 1 391 dollars (1 753 dollars au 30 juin 2021). Les charges visant les capacités de recherche correspondent à la pluralité des rôles que le CRDI joue en tant qu'organisme subventionnaire de la recherche, conseiller et courtier du savoir. Cela signifie que le CRDI est un organisme subventionnaire de la recherche et qu'il renforce les capacités des bénéficiaires tout au long du processus de recherche.

10. Contributions de bailleurs de fonds

Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	30 juin 2022	30 juin 2021
Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	11 660	10 596
Fondation Azrieli	3 119	287
Affaires mondiales Canada	1 724	2 932
Fondation Bill et Melinda Gates	1 660	1 542
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	1 652	1 886
Fondation William et Flora Hewlett	389	745
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	336	623
Department of Health and Social Care du Royaume-Uni (DHSC)	312	1 309
Fondation Rockefeller	291	871
Australian Centre for International Agricultural Research	158	668
Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)	81	745
Autres organismes bailleurs de fonds	386	275
	21 768	22 479

11. Crédit parlementaire

	30 juin 2022	30 juin 2021
Crédit parlementaire annuel comptabilisé	23 200	29 000
Crédits reportés comptabilisés – projets et programmes	130	—
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	23 330	29 000

	<u>30 juin 2022</u>	<u>30 juin 2021</u>
Crédit parlementaire annuel	153 701	148 611
Crédit annuel comptabilisé	<u>(23 200)</u>	<u>(29 000)</u>
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	<u>130 371</u>	<u>119 611</u>

12. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

	<u>30 juin 2022</u>	<u>30 juin 2021</u>
Charges d'intérêts sur les obligations de location	68	90
Intérêts reçus de dépôts bancaires	32	—
Intérêts reçus des placements	50	2

La variation des créances et des charges payées d'avance exclut un montant de 3,9 millions de dollars (4,5 millions de dollars au 30 juin 2021), car ce montant concerne les produits reportés.

La variation des comptes créditeurs et des charges à payer exclut un montant de 0,4 million de dollars (zéro dollar au 30 juin 2021), car ce montant est lié à l'acquisition de biens et d'équipements, dans le cadre des activités d'investissement.

13. Chiffres comparatifs

Le Centre a changé la méthode de présentation de l'état des flux de trésorerie, passant de la méthode indirecte à la méthode directe. Cela a entraîné un reclassement des descriptions et des soldes dans la section des activités d'exploitation de l'état des flux de trésorerie. Certains chiffres comparatifs de 2021 ont également été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour 2022. Ce changement n'a eu aucune incidence sur les montants totaux des chiffres comparatifs ni sur tout autre état ou présentation d'information par voie de notes.

Nous joindre

Siège social

ADRESSE POSTALE

C.P. 8500

Ottawa (Ontario), Canada

K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario), Canada

K1P 0B2

Téléphone : (+1) 613-236-6163

Télécopieur : (+1) 613-238-7230

Courriel : info@crdi.ca

Visitez la page de [Contactez-nous](#) à crdi.ca pour communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI.

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse www.crdi.ca.

crdi.ca